AVANT-PROPOS.

Nous nous sommes décidés à publier les débats d'une cause importante entre la Fabrique de la Ste. Famille et Moyse Poulin, habitant du lieu, réclamant un Banc No. 2, de la rangée de l'Épître, autrefois Seigneurial, et prouvé n'avoir été concédé par la Fabrique.

Le No. 1 de la même rangée, occupé maintenant par le Seigneur, a été posé en 1803, en avant du Banc ancien et Seigneurial, et vendu à Louis Poulin, père de Moyse Poulin, comme l'atteste la reddition de compte du Marguillier du temps, dans une assemblée convoquée *ad hoc*, et par conséquent acte légal et public, et des témoignages authentiques et positifs. On a prétendu que ce Banc No. 1 est devenu Seigneurial, et que de là il résulte que le No. 2 est devenu le Banc de concession.

Cette question, une des plus sérieuses contre les droits des Fabriques, et sur lesquels repose l'administration des Marguilliers, a occupé récemment les tribunaux du Bas-Canada, et nous croyons rendre un service signalé aux Paroisses du District, de leur soumettre le détail de ce procès, qui a été décidé finalement contre la Fabrique, par les Juges de la Cour d'Appel, renversant le Jugement de la Cour Supérieure, favorable à la Fabrique de la Ste. Famille. Le lecteur judicieux jugera si le recours aux Cours de Justice, pour maintenir les droits des Fabriques les plus fondés, peut offrir une espérance de succès, lorsque sous l'appât du gain, on emploie toutes les ruses de l'art chicaneur pour tuer une des questions dont la solution dépend d'une loi simple et dont l'application est et a été de tout temps connue. Ne pouvant pas agir directement contre cette loi trop visible, on a usé de